

Et ainsi de suite. J'ai signalé cette question parce que je crois que le Comité aimerait à savoir que la profession médicale se rend compte que l'étude de ce problème s'impose.

Sur la proposition de M. Bourassa, appuyé par M. Letellier, des remerciements sont présentés au docteur Flemming.

*M. Woodsworth:*

Q. Puis-je demander au docteur de nous dire un peu plus clairement comment il rattache le service d'hygiène sociale aux conditions découlant de la révolution industrielle?—R. Bien, la révolution industrielle a rassemblé les gens en grand nombre dans les villes et les villages qui ont surgi comme des champignons et dans lesquelles on n'observait pas les règles de l'hygiène, et en groupant ces gens et en les plaçant dans ces conditions, qui très souvent différaient du tout au tout de celles dans lesquelles ils étaient habitués de vivre, la maladie fit des ravages énormes—et les longues heures de travail et le travail des enfants.

Q. Vous dites que les conditions actuelles diffèrent considérablement de celles qui existaient au début de l'industrie canadienne?—R. Oh, oui.

Q. Et exigent de nouvelles mesures?—R. Je crois que l'on a remédié jusqu'à un certain point aux plus grands maux, si cela peut répondre à votre question.

Q. Voici ce que j'avais dans l'esprit: Les mesures qui suffisaient à nos ancêtres, avec les conditions de l'époque, pourraient ne pas répondre aux besoins de nos centres industriels modernes.—R. Bien, dans les débuts, on avait des connaissances très limitées et on cherchait à les appliquer. Nos connaissances sur la prévention des maladies et le soin des malades croissent de jour en jour, et l'hygiène sociale se développe graduellement. Il nous faut continuer dans cette voie ou nous reviendrons aux conditions du début.

*Le président:*

Q. Au début, les besoins n'étaient pas aussi pressants que maintenant?—R. Oh! oui; tout aussi pressants. C'est-à-dire si vous parlez des derniers cent ans, je dirais que oui.

*M. Woodsworth:*

Q. Pour les gens habitant la campagne le danger de maladie n'était pas, jusqu'à ces récentes années aussi menaçant qu'aujourd'hui?—R. Règle générale, si on n'observe pas les règles d'hygiène, les conditions sanitaires sont meilleures dans les campagnes que dans les villes. Je crois que cela est peut-être vrai; mais dans les villes où l'on observe les règles d'hygiène, les conditions sanitaires sont meilleures que dans les campagnes où on ne les observe pas.

Q. Le président de l'Association des anciens combattants m'a déclaré qu'on avait refusé d'assurer les membres de l'association contre la maladie à cause de leur infirmités de guerre. Quelle remède cette assurance d'Etat porterait-elle à cette situation?—R. L'Etat assumerait le risque, j'imagine. Je ne suis pas un expert en assurance.

Q. Avez-vous rencontré plusieurs personnes qui aujourd'hui ne peuvent prendre avantage du présent projet d'assurance?—R. Bien, un grand nombre de personnes ne peuvent le faire parce qu'elles n'en ont pas les moyens, ou qu'elles n'appartiennent pas à l'organisation et elles sont exclues du privilège de l'assurance individuelle ou collective. Mais je ne connais personne qui désire s'assurer et qui ne peut le faire.

Q. Certaines personnes sont de mauvais risques?—R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire quel organisme serait le mieux en mesure d'aborder cette question—un organisme municipal, provincial ou fédéral?—R. Je n'en ai pas la moindre idée.